

SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

Chapitre ⑦ - Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

🕒 DUREE INDICATIVE

3 semaines environ // 18 heures

📖 CE QUE DIT LE PROGRAMME

- Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).
- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).
- Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).
- Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires

📖 OBJECTIFS DE SAVOIRS

A la fin du chapitre, je dois être capable :

- ✍ **de définir et maîtriser le sens** des notions suivantes: engagement politique ; vote ; militantisme ; engagement associatif ; action collective ; consommation engagée ; paradoxe de l'action collective ; incitations sélectives ; rétributions symboliques ; structure des opportunités politiques ; conflit du travail ; luttes minoritaires ; parti politique ; syndicat ; groupement informel.
- ✍ **d'expliquer** en quoi l'engagement politique ne se réduit pas au vote.
- ✍ **de présenter et d'illustrer** les différentes formes que peut revêtir l'engagement politique.
- ✍ **de distinguer** le militantisme associatif de l'engagement associatif non militant.
- ✍ **de présenter et d'illustrer** le paradoxe de l'action collective.
- ✍ **de distinguer** les concepts d'incitations sélectives et de rétributions symboliques et **d'expliquer** en quoi elles constituent une réponse au paradoxe de l'action collective.
- ✍ **d'expliquer** en quoi le concept de structures d'opportunités politiques permet de rendre compte la façon dont le contexte politique peut influencer sur l'engagement.
- ✍ **de présenter et d'expliquer** en quoi l'engagement politique dépend également de variables socio-économiques et démographiques.
- ✍ **de présenter et d'expliquer** la diversité et les transformations des objets de l'action collective en distinguant notamment enjeux matérialistes et enjeux post-matérialistes.
- ✍ **de présenter et d'expliquer** la diversité et les transformations des acteurs de l'action collective.
- ✍ **de présenter et d'expliquer** la diversité et les transformations des répertoires de l'action collective.
- ✍ **d'expliquer** en quoi il ne faut pas surestimer le caractère novateur de la diversité des objets et des répertoires de l'action collective.

📖 OBJECTIF DE SAVOIR-FAIRE

- ✍ A la fin du chapitre, je dois être capable **de faire une phrase** explicitant le sens d'un pourcentage de répartition autrement dit ne pas utiliser l'expression « la part est de ».

📖 LE PLAN DU CHAPITRE

1. L'engagement politique, de quoi parle-t-on ? – Les formes variées de l'engagement
 - 1.1. Le vote, une forme cruciale d'engagement politique dans les démocraties représentatives
 - 1.2. L'engagement politique ne se réduit pas au vote : le militantisme et la consommation engagée
2. Pourquoi s'engager ? – Les logiques de l'engagement politique
 - 2.1. Les incitations sélectives comme réponse au paradoxe de l'action collective
 - 2.2. Le rôle des rétributions symboliques de l'action collective
 - 2.3. Le rôle de la structure des opportunités politiques
3. Qui s'engage ? – Les déterminants sociaux de l'engagement politique
 - 3.1. L'effet des variables socio-économiques : catégorie socio-professionnelle et niveau de diplôme
 - 3.2. L'effet des variables démographiques : âge, sexe et génération
4. Comment s'engage-t-on ? – Diversité et transformations de l'action collective
 - 4.1. La diversité et les transformations des objets de l'action collective
 - 4.2. La diversité et les transformations des acteurs de l'action collective
 - 4.3. La diversité et les transformations des répertoires d'action collective

✍ PREPARATION A REALISER POUR LE / / 2022

Réalisez sur feuille l'exercice n°2 et répondez aux questions des documents 3 et 4.

DOCUMENT 1 : Le vote, une forme d'engagement politique

On ne vote plus aujourd'hui comme on votait hier. Selon les générations, la norme civique du devoir de voter s'est assez fortement relâchée : seuls les électeurs les plus âgés se présentent encore comme des électeurs systématiques. Les jeunes entretiennent un lien nettement plus distendu à l'obligation citoyenne qu'il requiert et ils en font un usage plus irrégulier et plus aléatoire. Progressivement, le vote est devenu moins un devoir qu'un droit. [...] La participation politique s'organise aujourd'hui à partir de plusieurs répertoires d'action complémentaires : le vote, l'abstention et la manifestation. Dans l'utilisation de ces formes d'expression protestataire, l'abstention occupe une nouvelle place. Les analyses du comportement électoral ont mis au jour une augmentation des usages intermittents et alternés du vote et de, notamment dans les jeunes générations. Ce changement de comportement est amorcé dans le cours des années 1990. Lors de la séquence électorale de 2007 (les deux tours de la présidentielle et les deux tours des législatives), si 64 % des 65 ans et plus ont voté aux quatre tours de scrutin, ils ne sont que 30 % dans ce cas parmi les 18-30 ans. L'électeur est devenu un votant intermittent, donc un abstentionniste intermittent. La priorité et l'efficacité politique reconnues à l'acte électoral sont d'autant plus prononcées que la population est âgée. Les jeunes générations sont moins sensibles au devoir qu'implique l'usage citoyen du vote; elles sont plus réactives aux enjeux de l'élection ou à la personnalisation de la compétition. D'une certaine façon, leur citoyenneté est moins normative. Il faut un enjeu fort, perçu comme tel, pour aller voter. Aux deux bouts de la chaîne des âges, le spectre de l'action politique ne s'établit donc pas de la même façon. Même si la majorité des jeunes ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisée à partir de la participation électorale, une partie croissante privilégie et expérimente d'autres modalités d'action. [...]

Dans un climat favorable à la protestation – et à des modes d'expressivité plus radicaux – le retrait de la participation électorale est une pratique plus familière. Un Français sur deux déclare s'être déjà abstenu. La part des électeurs déclarant voter systématiquement à toutes les élections ne rassemble plus qu'une minorité de Français (42 %). Mais l'abstention recoupe des motivations différentes. [...] L'abstention est [notamment] revendiquée comme une réponse politique à part entière : une volonté de sanction, voire de délégitimation de la représentation politique instituée par l'élection. Ne pas voter, ne pas participer à la désignation d'une classe politique que l'on désapprouve, s'impose comme un nouveau droit citoyen. Considérée ainsi, l'abstention traduit un élargissement des formes d'expression démocratique porté par un modèle de citoyen à la fois plus critique et plus exigeant quant à ses attentes. Les rendez-vous électoraux sont de plus en plus dépendants du bon vouloir de l'électeur pour s'y rendre et s'y associer. La participation est plus incertaine. Les soirs d'élection, le taux d'abstention fait l'objet des premiers commentaires, devenant un élément de diagnostic incontournable.

Anne MUXEL, « L'électeur incertain », *Revue Projet* (n°327), 2012.

DOCUMENT 2 : Le degré d'efficacité des diverses formes d'engagement politique selon les citoyens

Selon vous, quel est l'un des deux moyens qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France?

Voter aux élections	54%
Boycotter des entreprises ou des produits	28%
Faire grève	23%
Manifester dans la rue	23%
Désobéir aux autorités publiques pour défendre une cause	11%
Militer au sein d'une association, d'une ONG	8%
Militer dans un parti politique	5%
Militer au sein d'un syndicat	4%
Discuter sur internet, sur un blog ou un forum	4%
Rien de tout cela	12%
NSP	2%

Champ : échantillon représentatif de 2098 personnes de 18 ans ou plus inscrites sur les listes électorales en France.

Source : CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, février 2020.

1. En vous appuyant notamment sur des données chiffrées du document 2, montrez que le vote demeure une forme essentielle de l'engagement politique.
2. En vous appuyant sur vos connaissances du programme de 1^{ère} (Chapitre « Le vote : une affaire individuelle ou une affaire collective ? ») et du document 1, caractérisez les évolutions de la pratique du vote.

DOCUMENT 3 : Le militantisme : qu'est-ce que c'est ?

Le militantisme est un engagement associatif ou politique en faveur d'une cause qui vous tient à cœur. Ainsi, vous donnez de votre temps à une organisation en tant que bénévole, dans le but de valoriser, interpeller voir rallier les citoyens aux actions de l'association.

Vous aimeriez militer mais vous ne savez pas par où commencer ? Voici plusieurs pistes pour trouver l'engagement militant qui vous correspond.

Faites le point sur vos motivations

Dans un premier temps, interrogez-vous sur les raisons qui vous poussent à militer.

- Pourquoi je souhaite militer ? Pour me sentir utile, pour sensibiliser l'opinion publique, pour changer le monde, pour partager mes valeurs avec les autres, etc.
- Quelles sont les causes qui me parlent ? Le féminisme, l'environnement, la cause animale, la lutte contre le racisme, contre l'homophobie, etc.
- Quelles sont les actions que je pourrais mener ? Communication, organisation d'événements, distribution de tracts, etc.

Où militer ?

S'engager dans une association ou une ONG

Vous pouvez militer dans des associations et des Organisations Non Gouvernementales (ONG). Associations féministe, pour les droits des individus, en faveur de l'écologie, contre les discriminations et les oppressions, pour la santé... Les causes à défendre sont nombreuses ! (...)

S'engager dans un parti politique

Si vous voulez soutenir certaines valeurs ou figures politiques, vous pouvez rejoindre un parti politique. Chacun d'entre eux possède son groupe de jeunes militants au sein duquel vous pouvez militer, mener des actions et parler des convictions du parti.

S'engager dans un syndicat

Rejoindre un syndicat vous permet de défendre les droits et intérêts collectifs ou individuels, à l'échelle nationale ou dans une entreprise. Si vous êtes étudiant dans le supérieur ou lycéen et que vous souhaitez défendre vos droits, il existe aussi des syndicats et des organisations pour étudiants et lycéens. (...)

Les actions possibles du militantisme

Militer peut se faire de plein de façons différentes de faire passer ses messages et ses convictions politiques. Il y a la participation aux organisations d'événements afin de réfléchir aux actions possibles, et aux manifestations auxquelles vous pouvez participer.

Vous pouvez aussi privilégier le contact direct, en allant vers les citoyens pour leur parler des actions de l'association, du parti ou du syndicat, distribuer des tracts, faire signer des pétitions etc.

Sur internet, vous pouvez aussi agir en faveur de l'organisation. Vous pouvez alimenter la page web ou les réseaux sociaux du groupe pour communiquer sur les événements et les actions prévus et échanger avec les internautes.

Comité régional d'information jeunesse des Pays de la Loire, mis à jour le 02/11/2020.

3. Dans quels types d'organisations un individu peut-il militer ?
4. Quel est le statut du militant dans l'organisation qu'il décide d'intégrer ?
5. Pourquoi peut-on dire que le militantisme est un engagement actif ?

EXERCICE N° 1 – Les différentes formes de l’engagement politique

✍ Pour chacun des exemples suivants, cochez la bonne case.

	Vote	Militantisme				Engagement associatif non militant	Consommation engagée
		Partisan	Syndical	Associatif	Dans un groupement informel		
Participer au collage d’affiche d’un parti politique lors de la campagne électorale							
Manifester, à l’appel des Femen, contre les féminicides							
Être adhérent à la CGT et faire grève, manifester contre la fermeture d’une usine							
Participer à une AMAP (panier de produits agricoles locaux)							
Être végétarien							
Manifester contre la corrida							
Être gilet jaune							
Être bénévole pour les Resto du Cœur							
Être président du club de foot de sa ville							

EXERCICE N° 2 – Est-il rationnel de s’engager dans une action collective ?

Supposons une petite entreprise de dix salariés dans laquelle une grève permettrait d’obtenir une hausse du salaire annuel de 1000 euros maximum. Que l’on participe ou non, ce gain est fonction du nombre de gréviste : dix obtiennent une augmentation de 1000 euros, neuf de 900 euros, 8 de 800 euros, etc. Or, participer comporte des coûts (perte de salaire, temps consacré à la grève, etc.), fixés par hypothèse à 300 euros par gréviste.

	Nombre de grévistes									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Gain par salarié								800	900	1000
Coût par gréviste								300	300	300
Gain – Coût par gréviste								500	600	700
Gain d’un non gréviste								800	900	X

A partir de l’exemple donné par Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte ; Coll. « Repères » (7^e édition), 2019.

- 1 Complétez le tableau ci-dessous en faisant les calculs nécessaires.
- 2 Que se passe-t-il si sept salariés font grève dans cette entreprise ?
- 3 Que se passe-t-il si trois salariés font grève dans cette entreprise ?
- 4 Comparez les deux dernières lignes du tableau et déterminez ce que peut être tenté de faire un salarié de cette entreprise.

DOCUMENT 4 : Le paradoxe de l'action collective selon Mancur OLSON

Dans *Logique de l'action collective* (1978 [1965]), Mancur OLSON propose quant à lui un autre type d'interprétation pour expliquer que le mécontentement seul ne suffit pas à provoquer l'engagement d'un individu dans une action protestataire. OLSON est un des principaux représentants de la théorie du choix rationnel (dite aussi utilitarisme ou individualisme méthodologique), c'est-à-dire d'une lecture économique de la conduite humaine qui postule que les acteurs sociaux cherchent en toute occasion à réduire les coûts et à accroître les profits (ou « utilités ») de leur action. C'est sur le postulat de cette rationalité de l'action que, de façon provocatrice, OLSON entend remettre en cause la « croyance courante qui veut que des groupes de personnes ayant des intérêts communs tendent à les défendre ».

En d'autres termes, le fait que les membres d'un groupe sachent qu'ils pourront atteindre un bénéfice commun en joignant leurs forces dans une action collective ne suffira pas à susciter leur engagement ; au contraire, il est selon Olson probable que la mobilisation ne verra pas le jour, et que le bénéfice ne sera pas atteint, car personne ne se mobilisera. La raison de cette passivité tient au type de biens visés par les mouvements sociaux, qui sont des biens collectifs, c'est-à-dire qui bénéficient à l'ensemble du groupe et ne peuvent être refusés à aucun de ses membres. Une augmentation de salaire pour telle catégorie de personnel d'une entreprise obtenue après deux semaines de grève est un bien collectif au sens où l'ensemble des salariés de cette catégorie pourra en bénéficier – et ce quelle qu'ait été leur participation à la grève, c'est-à-dire qu'ils en aient ou pas supporté le coût (ici sous forme de retenues de salaire).

Dans ces conditions, les acteurs, pesant les coûts et les profits de leur éventuel engagement, seront inévitablement tentés par ce qu'OLSON appelle la stratégie du « passager clandestin » (free rider), qui consiste à rester en marge de la mobilisation, en laissant les autres en supporter le coût tout en espérant tirer un profit individuel de son éventuel succès. Dans l'exemple pris plus haut, cette stratégie consiste à ne pas faire grève afin de conserver l'intégralité de sa paie, tout en laissant les collègues grévistes perdre quant à eux leurs journées de salaire, mais en espérant que leur mobilisation permettra d'obtenir l'augmentation revendiquée, dont le bénéfice reviendra aussi bien aux non-grévistes qu'aux grévistes. Le problème est, bien évidemment, que si tous les salariés font le même calcul, l'augmentation ne sera jamais acquise, tout simplement parce que personne ne se sera mobilisé pour la revendiquer. Autrement dit, les intérêts individuels peuvent entrer en conflit avec les intérêts collectifs, et entraver le développement d'une mobilisation qui avait pourtant de grandes chances de succès.

Toutefois, et en dépit de cet obstacle que représente le coût individuel de l'engagement, des mouvements sociaux apparaissent bel et bien. Une première explication est proposée par Olson selon une distinction entre petits et grands groupes. La taille réduite des premiers permet un contrôle mutuel de leurs membres qui pare aux défections : tout « passager clandestin » est immédiatement repérable, alors qu'il a beaucoup plus de chances de passer inaperçu dans un grand groupe.

Mais la principale explication réside dans la capacité de certains groupes à proposer des incitations sélectives dont la valeur compense le coût de l'engagement. Ces incitations sont des rétributions individuelles de l'engagement, des bénéfices (différents du bien collectif) que l'on fait miroiter ou que l'on offre au militant potentiel en échange de son engagement. Olson donne pour exemple de telles incitations sélectives les mutuelles que les syndicats américains offrent à leurs adhérents, ou l'influence qu'ils exercent en faveur de leur avancement. Ces incitations sélectives sont positives, au sens où elles représentent un avantage personnel pour celui qui en bénéficie.

Mais d'autres formes d'incitations, dites négatives, peuvent aussi dissuader un individu d'adopter la stratégie du passager clandestin et le conduire à se mobiliser ; il s'agit cette fois de contraintes, pouvant prendre la forme de sanctions, de pressions psychologiques, voire de brutalités à l'égard des individus qui renâcleraient à s'engager (en termes économiques, le coût de l'engagement est alors moindre que celui du non-engagement).

Lilian MATHIEU, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Textuel, 2004.

6. Quelle croyance commune sur l'origine de l'action collective M. OLSON remet-il en cause ?
7. Pourquoi la décision la plus « rationnelle » pour un individu est de ne pas participer à l'action collective ?
8. Qu'est-ce que le « paradoxe de l'action collective » ?
9. Quel rôle peut jouer la taille du groupe sur la propension des individus à participer à une action collective ?
10. En quoi les « incitations sélectives » sont-elles une solution au paradoxe de l'action collective ?

DOCUMENT 5 : Des incitations sélectives aux rétributions du militantisme

Les militants retirent bel et bien diverses satisfactions de leur engagement. Ces composantes sensibles de leur activité peuvent être analysées comme des mécanismes de « récompense », ou, pour mieux dire, comme des *rétributions*, de l'implication dans les activités d'un mouvement collectif. [...] Leur engagement leur procure malgré tout diverses satisfactions qui contribuent elles-aussi à soutenir, voire à renforcer, leurs dispositions à l'investissement dans l'action collective. Le sentiment de ne pas subir, d'agir en faveur d'une juste cause, de transformer ou de pouvoir transformer la réalité, parfois de faire l'histoire, donne ou conforte des raisons de militer. [...]

Les militants ont aussi des occasions de s'informer et d'entrer (plus ou moins) dans les grands débats à propos des affaires de la cité et du monde. Certains développent leurs dispositions à l'autodidactie et acquièrent des instruments de compréhension de leur environnement et parfois des aptitudes à accumuler des informations, à organiser des argumentaires et à prendre la parole en public. Des militants parviennent ainsi à compenser, ne serait-ce que partiellement, leurs handicaps scolaires et culturels, à combattre leurs sentiments d'ignorance, d'indignité culturelle, d'incompétence politique ou de mésestime personnelle, et à atténuer les stigmatisations dont ils souffrent. D'aucuns se réjouissent de leur enrichissement intellectuel et racontent leur éblouissement devant la découverte de la culture (légitime) favorisée par le militantisme. Des adhérents se prennent aussi aux jeux compétitifs internes, parfois pour leur propre compte, ou avec la fierté de côtoyer des « grands personnages ». L'engagement militant peut donner l'occasion d'exercer des rôles sociaux gratifiants et contribuer à l'affirmation et à la valorisation de soi. Certains y trouvent des revanches contre les expériences de désinsertion familiale, de précarité, de chômage ou de marginalisation.

L'expérience militante et le capital de relations constitué à cette occasion (de façon délibérée ou pas) peuvent aussi faciliter l'insertion sur le marché du travail ou des reconversions. Certains trouvent (sans nécessairement les rechercher) des clients, des commandes ou des façons gratifiantes d'exercer leur profession en la mettant au service d'un idéal. Pour les plus investis, le militantisme est encore un espace de sociabilité, d'intégration, d'amitié, parfois de vie amoureuse, de convivialité et de loisir. Il peut avoir un parfum d'aventure rompant les routines de la vie courante. Il donne par exemple quelques frissons quand il faut coller des affiches de nuit sous la menace de groupes adverses ou, dans un autre domaine, quand des bénévoles doivent assurer une mission dans des pays en proie à la guerre civile.

Daniel GAXIE, « Les rétributions du militantisme », *Politika*, 3 novembre 2017.

11. Qu'est-ce qui distingue les rétributions présentées dans le texte des incitations sélectives identifiées par Mancur OLSON ?
12. Quelles sont les formes de ces rétributions que les militants tirent leur engagement ?

DOCUMENT 6 : Des actions collectives influencées par la structure des opportunités politiques

[...] La notion de structure des opportunités politiques (SOP) va s'imposer comme un concept clé de la sociologie des mouvements sociaux à la fin des années 1980. Son objectif fondamental est de rendre compte du fait qu'à niveaux de mobilisation comparables les effets d'un mouvement peuvent être considérablement différents en raison des facteurs propres au système et au champ politiques¹ au moment du mouvement. Le consensus des chercheurs peut se synthétiser sur quatre éléments de définition.

Désormais familier, le premier tient à l'*ouverture du système politique*. En fonction de la culture politique et de l'état des droits, des orientations des gouvernants et des dispositifs de concertation, la tolérance et la prise en compte des activités protestataires varieront considérablement. Manifester expose à plus de risques au Caire qu'à Oslo. [...]

Le second élément [...] tient au *degré de stabilité des alliances politiques*. Plus les majorités politiques sont simples et stables, plus les rapports de force politiques sont figés, et moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux partisans pour se faire entendre. [...] Une des raisons du succès du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis dans les années 1960 tient à ce que le poids des Noirs dans le corps électoral progresse, y compris au Nord du fait de migrations. Un électorat noir républicain émerge. Cela suscite un double mouvement d'ouverture au vote de lois antiségrégationnistes et d'attention au vote noir, y compris au sein d'un Parti républicain jusque-là coupé de ces électeurs. [...]

Une troisième variable concerne la question de la division des élites et de *forces relais à des positions stratégiques*. Une mobilisation peut-elle trouver des relais ou des complaisances intéressées dans tel ou tel segment de l'appareil d'Etat, du monde intellectuel ? Lorsque, à l'hiver 1994, le Premier ministre Balladur reçut l'abbé Pierre à Matignon, au milieu d'une vague d'occupations d'immeubles parisiens, sa sollicitude soudaine pour les sans-logis n'était pas sans rapport avec l'identité du maire de Paris, un certain Chirac, concurrent dans la présidentielle à venir. À l'inverse, certaines revendications ou mobilisations peinent à trouver des relais, comme l'illustre en 2019 la défiance d'une majorité des formations politiques, mais aussi des éditorialistes et des juristes ayant accès aux médias, devant la demande d'introduction dans la Constitution d'un référendum d'initiative populaire.

Un ultime critère renvoie enfin à la *capacité* des institutions à *développer des politiques publiques*. La structure institutionnelle la plus ouverte aux mobilisations, la bienveillance de tel groupe influent sont de peu de secours quand les ressources pratiques pour traduire une sympathie en actes font défaut. Quand un ministère n'a pas ou guère de personnels et de services (Droit des femmes, Environnement) son action ne peut être que faible. Quand une politique ne sait pas anticiper sur ses destinataires parce que cela requiert de remplir d'intimidants dossiers ou de risquer la stigmatisation (importance des « non-recours » au RSA), quand elle peut être entravée par des contre-pouvoirs (résistance d'Etats fédérés à l'« Obamacare » aux Etats-Unis), les succès des mouvements sociaux peuvent n'être que cosmétiques.

Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte ; Coll. « Repères » (7^e édition), 2019.

1. Champ politique : Espace de relations et de concurrence entre les agents les plus investis dans la vie politique (hommes politiques, cadre des partis, militants...)

13. Proposez une définition du concept de « structures des opportunités politiques ». Qu'apporte-t-il à l'explication des actions collectives ?

 EXERCICE N° 3 – Les structures des opportunités politiques

L'environnement politique crée un contexte plus ou moins propice à l'engagement politique. On peut retenir quatre grands facteurs déterminant les opportunités politiques de mobilisation.

<p>① : : selon les traditions et cultures politiques, les orientations des gouvernants, les mobilisations collectives seront plus ou moins tolérées (surdité, répression ou négociation).</p>	<p>② : : des gouvernements durables, ou des résultats électoraux très stables ne sont pas propices à l'émergence et au développement d'actions collectives.</p>	<p>③ : : y-a-t-il des élus, hauts fonctionnaires proches socialement ou sensibles à la cause ?</p>	<p>④ : : plus les rapports entre forces politiques sont conflictuels et concurrentiels, plus l'action a des chances d'aboutir.</p>

① A partir du document 5 et des facteurs d'opportunités politiques mis en évidence par ces modèles, complétez la deuxième ligne du tableau ci-dessus.

② Classez les exemples suivants dans la troisième ligne du tableau.

- a) La loi du pays accorde aux citoyens le droit de manifester.
- b) La présence au sein du gouvernement de ministres en désaccord les uns avec les autres.
- c) Le même parti politique gouverne depuis 15 ans le pays.
- d) Un prix Nobel soutient les revendications d'un collectif.
- e) Le 1^{er} ministre est de moins en moins soutenu par son gouvernement.
- f) En janvier 2021, l'opposant politique russe Alexeï NAVALNY est arrêté à son arrivée à Moscou, six mois après son empoisonnement.

SYNTHESE N° 1 – La diversité des formes et des motifs de l'engagement politique

☞ Complétez le texte ci-dessous avec les expressions ou termes suivants : *incitations sélectives*; *action collective* ; *l'engagement politique (x2)* ; *rétributions symboliques*; *passager clandestin (x2)*; *paradoxe de l'action collective*; *vote* ; *rationnellement*; *structure des opportunités politiques*; *consommation engagée*; *rationnel*.

Valorisé dans nos sociétés démocratiques, désigne le fait pour un individu de s'investir dans une organisation ou dans un ensemble d'activités ayant un caractère politique.

Au-delà du, les modalités de sont nombreuses et peuvent présenter des formes, une intensité et des finalités variables : militantisme dans un parti politique, un syndicat, une association à caractère politique,

Si les raisons de s'engager et de se mobiliser ne manquent pas pour les individus, l'engagement politique ne va cependant pas de soi.

En effet, la participation à une à un coût individuel alors que le résultat de l'action bénéficie à tous, y compris à ceux qui n'ont pas participé.

Un individu a donc intérêt à se comporter en « » c'est-à-dire à ne pas participer à l'action et à laisser les autres le faire à sa place.

Ainsi, des individus ayant un intérêt commun à agir ne le font pas car ils sont conduits à privilégier la stratégie du « ». C'est le mis en évidence par M. OLSON.

Malgré ce paradoxe, des individus se mobilisent et s'engagent. Pour l'expliquer, M. OLSON fait appel au concept d'..... c'est-à-dire aux avantages matériels individuels mis en place pour inciter les individus à se mobiliser.

Mais la recherche de gains matériels ne suffit pas expliquer l'engagement politique. Pour D. GAXIE, les jouent un rôle crucial. En effet, l'engagement politique est souvent motivé par le plaisir trouvé dans l'activité militante, la volonté de se construire une identité valorisante pour soi et pour autrui, la reconnaissance de compétences moins reconnues dans d'autres sphères,...

Par ailleurs, l'existence et le succès de l'engagement dans une action collective dépendent de la c'est-à-dire de l'ensemble des éléments du contexte politique.

DOCUMENT 7 : Taux d'adhésion à des associations ayant un but politique selon la CSP en 2016

	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble
Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	5,9	11,0	8,8	6,0	3,2	4,3	6,4
Défense de droits et d'intérêts communs	2,0	5,5	3,7	2,1	1,0	1,4	2,5
Syndicat	2,2	9,0	9,4	7,0	5,6	0,7	6,3

Champ : France métropolitaine, personnes de 16 ans ou plus

Source : INSEE

14. Comparez les proportions de cadres qui adhèrent à une association d'action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative à celles des ouvriers.

15. Comparez la proportion de cadres qui adhèrent à un syndicat à celle des ouvriers.
16. Que constatez-vous ?

DOCUMENT 8 : Les jeunes et l'engagement politique

La participation des jeunes aux organisations syndicales et politiques est très faible. Néanmoins, les moins de trente ans ne renoncent pas à leur droit de parole, privilégiant des formes d'expression différentes. En 2015, plus d'un jeune sur trois déclare avoir signé une pétition ou défendu une cause sur internet au cours des douze derniers mois, et un sur six avoir participé à une grève, une manifestation, ou occupé des lieux.

Les résultats de l'enquête *European Value Survey* en France montrent une forte recrudescence chez les jeunes des formes d'actions protestataires entre 1990 et 2008, qu'il s'agisse de la signature d'une pétition, de la participation à une manifestation, mais également d'un boycott ou de l'occupation de lieux de travail. Ces modes d'expressions ponctuels sont plus fréquents chez les plus diplômés : parmi les jeunes en possession du BAC ou d'un diplôme du supérieur, 39% déclarent avoir signé une pétition et 21% avoir participé à une manifestation publique (contre respectivement 28% et 9% des jeunes ayant un niveau de diplôme inférieur au BAC).

Au total, près de la moitié des moins de trente ans déclarent avoir participé à une manifestation ou a signé une pétition (42% contre 35% des trente ans ou plus). Cela concerne 62% des jeunes qui donnent du temps bénévole, 38% des jeunes qui se disent prêts à s'engager pour une cause et 21% des jeunes ni engagés ni prêts à le faire. On constate donc un certain cumul des formes d'engagement chez les jeunes. La mobilisation des Français à l'occasion des marches républicaines organisées dans toute la France les 10 et 11 janvier 2015 à la suite des attentats perpétrés dans la capitale est perceptible dans les données, et laisse entrevoir une plus forte participation parmi les jeunes par rapport à leurs aînés. En moyenne, les Français qui déclarent avoir pris part à une manifestation sont plus de deux fois plus nombreux après les attentats qu'avant, et l'écart est plus marqué chez les moins de trente ans : avant les attentats, moins d'un jeune sur dix déclarait avoir participé à une manifestation contre un sur quatre après (+18 points).

Davantage que leurs aînés, les jeunes font donc preuve d'une forte capacité de mobilisation ponctuelle pour défendre une cause, exprimer une revendication ou leur attachement à certaines valeurs. Plutôt qu'une participation institutionnelle et organisée, les jeunes privilégient des formes d'expressions individualisées, ponctuelles et surtout non affiliées, qui ne semblent pas s'inscrire dans le cadre d'un engagement structuré. Il s'agit davantage d'un besoin d'expression ou d'action ciblé sur une cause précise, en réaction à des événements qui viennent heurter les valeurs dont ils sont porteurs. Le slogan « Je suis Charlie » synthétise en quelque sorte les nouvelles formes d'engagement des jeunes : l'expression part de la base, l'individu, le « je », qui, collectivement, devient un « nous ».

Ce type de mobilisation spontanée pose la question du sens à donner à ces formes d'expression et à la pérennité de l'engagement qu'elles recouvrent. Revenant sur les conséquences de la qualification de Jean-Marie LE PEN pour le second tour des élections présidentielles en 2002, Anne MUXEL analyse la mobilisation des jeunes, protestataire d'abord, au travers de la participation à des manifestations dans la rue, puis électorale. Alors que c'est parmi les 18-30 ans que le taux d'abstention entre les deux tours avait le plus décliné, un mois plus tard, à l'occasion des élections législatives, environ la moitié des 18-30 ans ne s'étaient pas déplacée pour voter : une fois le « danger lepéniste » écarté la mobilisation électorale est retombée. La chercheuse parle de « politisation négative » pour qualifier cette forme de mobilisation, qui apparaît davantage être du ressort de l'opposition que de l'adhésion. A ce titre, plutôt que de parler d'engagement au sens de militantisme, peut-être faudrait-il davantage parler d'une mobilisation ponctuelle et situationnelle.

CREDOC, « Des jeunes investis dans la vie de la cité », 2015.

17. Dans quels types d'organisations les jeunes s'engagent-ils peu ?
18. Quelles sont les spécificités de l'engagement politique des jeunes présentées dans ce document ?
19. Pourquoi Anne MUXEL parle-t-elle de « politisation négative » des jeunes ?

DOCUMENT 9 : L'inégal engagement politique des hommes et des femmes : l'exemple du militantisme syndical

Dans le monde syndical français, le plafond de verre reste de mise pour les femmes. [...]. « *L'inégalité persiste dans les foyers, en termes de ménage, des enfants. Forcément, cela a une incidence sur l'action syndicale des femmes.* »

Les organisations syndicales restent marquées par un mode de fonctionnement viriliste, avec des réunions très tardives, par exemple », explique Eric BEYNEL, porte-parole de *Solidaires*, en tandem avec une femme: Cécile GONDARD-LALANNE.

Le premier facteur de l'absence de parité et de la faible syndicalisation des femmes, « ce sont les tâches domestiques. Être militante, c'est avoir un triple agenda entre les tâches ménagères, la vie militante et la vie au travail. C'est un frein évident », abonde Mme BINET.

« L'autre frein, c'est la précarité. Chez les femmes ouvrières ou employées, il y a une surprécarité avec des temps partiels, une rémunération moindre, qui pèse sur les capacités à avoir un engagement syndical », ajoute-t-elle. Les organisations ont mis en place différentes solutions, dont des stages de formation pour sensibiliser les troupes sur la question, les prises de parole en alternance hommes-femmes, des réunions moins tardives, le télétravail... « Nous avons aussi limité le temps de parole, car nous nous sommes rendus compte que les hommes parlent plus longtemps en réunion », ajoute M. BEYNEL.

Le problème est européen. Les hommes représentaient 53,1% des effectifs, les femmes 46,9% en 2014, selon la Confédération européenne des syndicats. En revanche le déséquilibre est flagrant pour les postes de pouvoir: 33 hommes présidents et 3 femmes présidentes; 14 hommes secrétaires généraux, 4 femmes.

AFP, 20/04/2016.

20. Quels sont les deux grands arguments présentés pour expliquer le moindre engagement syndical des femmes ?

21. En quoi le fait d'avoir des réunions tardives joue-t-il en défaveur des femmes ?

 **DOCUMENT 10** : Lien entre l'intensité de la participation à mai 1968 et le fait d'être militant aujourd'hui en France


	Militants aujourd'hui ¹	Non militants aujourd'hui	Ensemble
Participation active à mai 68	61	39	100
Participation peu active à mai 68	40,5	59,5	100

Julie PAGIS, « Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales: des "soixante-huitards" et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales », *Sociologie. Ecole des Hautes études en Sciences Sociales (EHESS)*, 2009.

1. « Aujourd'hui » correspond à la période 2004-2006, c'est-à-dire la période au cours de laquelle les enquêtés ont répondu aux questionnaires utilisés par Julie PAGIS pour son travail de thèse.

22. Quel type de corrélation peut-on mettre en évidence entre l'intensité de la participation à mai 1968 et le fait de militer aujourd'hui ? Justifiez votre réponse avec des lectures de données.

SYNTHÈSE N° 2 – Les déterminants sociaux de l'engagement politique

 **Complétez le texte ci-dessous avec les expressions ou termes suivants** : organisations politiques traditionnelles, (x2); socialisation différenciée; l'engagement syndical ; actions ponctuelles ; femmes ; dispositions ; capital culturel; d'auto-censure; cadres; génération; l'inégale répartition des tâches domestiques; hommes.

Tout comme il existe des variables sociales explicatives du vote, l'engagement politique est lui aussi déterminé par des variables socio-économiques et socio-démographiques.

Tout d'abord, les....., parce qu'ils sont les plus diplômés donc les plus dotés en donc les plus compétents politiquement sont davantage engagés que les individus des autres CSP.

Ensuite, l'engagement politique est plus marqué chez les que chez les notamment dans les comme les syndicats ou les partis politiques. Cela s'explique en partie par..... qui laisse peu de temps aux femmes pour ce type d'engagement. Qui plus est, les femmes sont davantage touchées par la précarité de l'emploi ce qui constitue un obstacle à Pour ce qui est de la faiblesse de leur engagement

dans les partis politiques, il faut aussi y voir une formequi est le produit d'une

Par ailleurs, force est de constater, que l'engagement politique des jeunes dans les mais aussi dans les associations à caractère politique est faible. En effet, l'engagement politique des jeunes se fait plutôt dans des..... et souvent contre un projet ou en réaction à un évènement.

Enfin, la propension à s'engager peut aussi être influencée par l'appartenance à une donnée. Vivre en commun des évènements particuliers peut favoriser le développement de à l'engagement politique.

DOCUMENT 11 : Des nouveaux mouvements sociaux ?

Un courant d'analyse des mouvements sociaux avait [...] pointé les enjeux de reconnaissance portés par certains mouvements sociaux. Selon les auteurs qui s'y rattachent, et parmi lesquels on peut citer [...] Alain TOURAINE, les « nouveaux mouvements sociaux » (c'est-à-dire ceux apparus dans le sillage de la contestation soixante-huitarde, comme les mouvements écologistes, féministes, homosexuels ou régionalistes) se caractériseraient particulièrement par la défense d'identités minorisées ou stigmatisées. Mais c'est sous la plume de Ronald INGLEHART que cette idée a été formulée de la manière la plus explicite. Selon ce sociologue, dans des sociétés occidentales en voie de passer au stade « postindustriel » et où les besoins matériels immédiats seraient désormais satisfaits, les revendications se déplaceraient d'enjeux « matérialistes » vers des enjeux « post-matérialistes », c'est-à-dire avant tout moraux, et spécialement relatifs à la défense de l'autonomie et de l'identité personnelles. Ces exigences « post-matérialistes » de reconnaissance identitaire seraient le propre des mouvements sociaux portés par la petite bourgeoisie nouvelle, tandis que celles d'ordre « matérialiste » seraient la marque d'un mouvement ouvrier destiné à déperir. Ces thèses ont fait l'objet de nombreuses critiques, qui ont notamment relevé leur inadéquation à la réalité de la contestation, au sein de laquelle les enjeux relatifs au monde du travail occupent toujours le premier rang. [...] Une enquête récemment menée auprès de jeunes salariés flexibles et précaires, travaillant dans des grandes surfaces culturelles ou des centres d'appel, syndiqués et/ou ayant participé à des mouvements de grève, apporte un éclairage concret sur cette question, en soulignant l'intrication, bien plus que l'opposition, entre revendications salariales et de reconnaissance. Un regard sur les motivations de l'engagement syndical de ces salariés ou de leur participation à des protestations collectives indique en effet que le mécontentement qui s'y exprime ne peut se résumer à de simples revendications d'amélioration du niveau de vie mesurables en termes seulement économiques. [...]

De ce fait, les mobilisations de ces salariés, si elles affichent le plus souvent des revendications d'augmentation salariale et d'amélioration des conditions de travail, ne se laissent pas réduire à des exigences purement matérielles. Ce qui s'exprime dans ces revendications est aussi, et parfois surtout, une revendication de dignité, celle que l'on est en droit d'attendre en reconnaissance de sa contribution à la vie, et à la rentabilité, de l'entreprise, celle que l'on mérite pour avoir accompli consciencieusement un travail de qualité et pour lequel on a mis en œuvre des compétences spécialisées. Une formulation exemplaire de ce type d'attente est fournie par une hôtesse d'accueil d'une grande surface culturelle qui, en participant à une grève pour une revalorisation des salaires (dont on peut remarquer qu'elle la présente en recourant au registre de la « considération »), tenait également à exprimer à son encadrement son mécontentement de n'avoir pas obtenu une promotion qu'elle estimait mériter en reconnaissance de la qualité de son travail : « *On me laissait espérer que je passe donc à un échelon supérieur, en tant qu'hôtesse, que je passe donc à l'échelon de polyvalent. Et ça faisait plusieurs mois qu'on me laissait espérer, à chaque fois on me disait "oui, oui, oui". [...] Je voyais toujours rien, et donc je me suis dit "ben mince, voilà, je vais pas me laisser faire", et donc j'ai participé à la grève. Oui, c'était un mélange de ras-le-bol, de ras-le-bol parce que nous ne sommes pas considérés, comme je l'ai déjà dit. Et puis parce que donc ça faisait un an et demi que j'étais dans la société, je faisais exactement les mêmes tâches que mes collègues qui sont polyvalentes, et je n'avais pas tout à fait la même rémunération.* » Pour cette salariée, « *ne pas se laisser faire* », c'est-à-dire montrer que l'on n'est pas dupe devant des promesses non tenues, participe de toute évidence de la construction et de la préservation de l'estime de soi.

Lilian MATHIEU, « L'exigence de reconnaissance dans les luttes des salariés », *Savoir/Agir*, 2008/1 n° 3, p. 37-42.

23. Selon Ronald INGLEHART, en quoi les nouveaux mouvements sociaux se distinguent-ils du mouvement ouvrier ?

24. Pour Lilian MATHIEU, cette distinction est-elle pertinente ? Justifiez votre réponse.

 **DOCUMENT 12** : Une crise des partis politiques traditionnels ?

Trois « fonctions » sont traditionnellement prêtées aux partis : l'intégration sociopolitique, la production idéologique et programmatique, la sélection des élites et des candidats. [...]

La première fonction renvoie aux rapports entre le parti et la société. Les partis sont le produit de clivages sociaux et de conflits politiques [...]. Ils sont censés porter des intérêts sociaux, les mettre en forme et en offre politique sur le marché électoral, représenter des groupes et produire des identités sociales. S'ils parviennent toujours à représenter la majorité des membres de certaines fractions de la société (l'électorat de droite est de plus en plus homogène socialement), cette dimension s'est affaiblie pour tout un ensemble de raisons. La société s'est déconflictualisée et les classes sociales ont perdu de leur consistance, subjective notamment, alors même que les inégalités sociales se sont exacerbées. Les partis cherchent à maximiser leurs performances électorales en s'adressant à un public socialement large et interclassiste (modèle du parti attrape-tout). Les électors partisans sont des agrégats plus fragiles (affaiblissement de la loyauté électorale à un parti et montée de la volatilité électorale). L'ancrage des partis dans la société s'est de fait affaibli. Le déclin du militantisme (plus net en France que dans le reste des pays européens) en est à la fois une cause et une conséquence. Le militantisme partisan, plus que jamais perçu comme un « embrigadement », apparaît peu attractif dans un contexte où l'offre d'engagements s'est restructurée autour de formes de participation plus ponctuelles, pragmatiques et moins hiérarchiques [...]. Mais les partis politiques cherchent-ils vraiment à recruter à l'heure où la cotisation des adhérents n'est plus une source essentielle de financement et alors que la croyance que les médias font l'élection est dominante ? Le modèle des « *parties without partisans* » est discuté dans la littérature sur les organisations partisans. L'engagement apparaît moins distancié (individualiste, labile¹...) que mis à distance par les partis. [...]

Les partis de gouvernement peinent à remplir la deuxième fonction : ils ne sont plus porteurs de visions de la société discriminantes et les grands récits idéologiques dans lesquels s'enchaînaient les partis ont perdu de leur force. [...]

Il ne reste en somme aux partis que leur fonction de sélection des élites et des candidats, elle-même amoindrie. L'activité des partis politiques est de plus en plus orientée vers la maximisation de leurs résultats électoraux. [...] Les partis réunissent désormais surtout des agents directement « intéressés » à l'obtention de profits électoraux [...] Le PS et LR sont devenus des machines électorales, peuplées essentiellement de professionnels de la politique, de gestionnaires locaux et d'aspirants à l'élection. [...] Les primaires ouvertes, adoptées successivement par le PS (2009) et l'UMP (2013), apparaissent comme une réponse aux nouveaux défis et à la crise de légitimité auxquels les partis sont confrontés. [...] Elles s'inscrivent d'abord dans un processus de « démocratisation » des partis qui les conduit dans un premier temps à donner plus de pouvoir aux militants avant d'élargir le droit de désignation aux sympathisants dans un second temps. Le préalable de la primaire ouverte c'est la primaire fermée (1995 pour le PS, 2007 pour l'UMP). [...] La procédure « directe » de désignation du candidat par les militants leur confère un nouveau pouvoir et ouvre une rétribution symbolique de nature à redynamiser le militantisme. La primaire ouverte conserve le caractère direct de la sélection mais conduit à un phénomène inverse : elle retire un pouvoir au militant et tend ce faisant à démonétiser son statut. [...]

La primaire contribue [...] à dévaluer le militantisme. À quoi bon militer dans un parti si les adhérents sont dépossédés de cette gratification symbolique qu'est le pouvoir d'investiture ? Le rôle des militants se réduit désormais à la (lourde) fonction d'organisation de la procédure des primaires.

Rémi LEFEBVRE, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018.

1. Labile : précaire, changeant.

25. Pourquoi les différenciations idéologiques entre les partis politiques « dominants » se sont-elles affaiblies ?

26. Pourquoi peut-on dire que les partis politiques sont de plus en plus professionnalisés ?

27. Pourquoi le militantisme au sein des partis politiques s'est-il déprécié ?

DOCUMENT 13 : Un nouveau modèle partisan ?

Les partis-mouvements ou plateformes apparus à la faveur de la double consultation électorale de 2017 [...] La République en marche et La France insoumise, s'ils constituent juridiquement des partis classiques pour pouvoir notamment bénéficier du financement public, cherchent plus généralement à subvertir le modèle partisan traditionnel jugé « bureaucratique » et inefficace pour régénérer une vie politique « fossilisée » par « les partis du système ». Alors même qu'ils occupent des espaces idéologiques opposés, les deux mouvements présentent de nombreux points communs sur le plan organisationnel. [...]

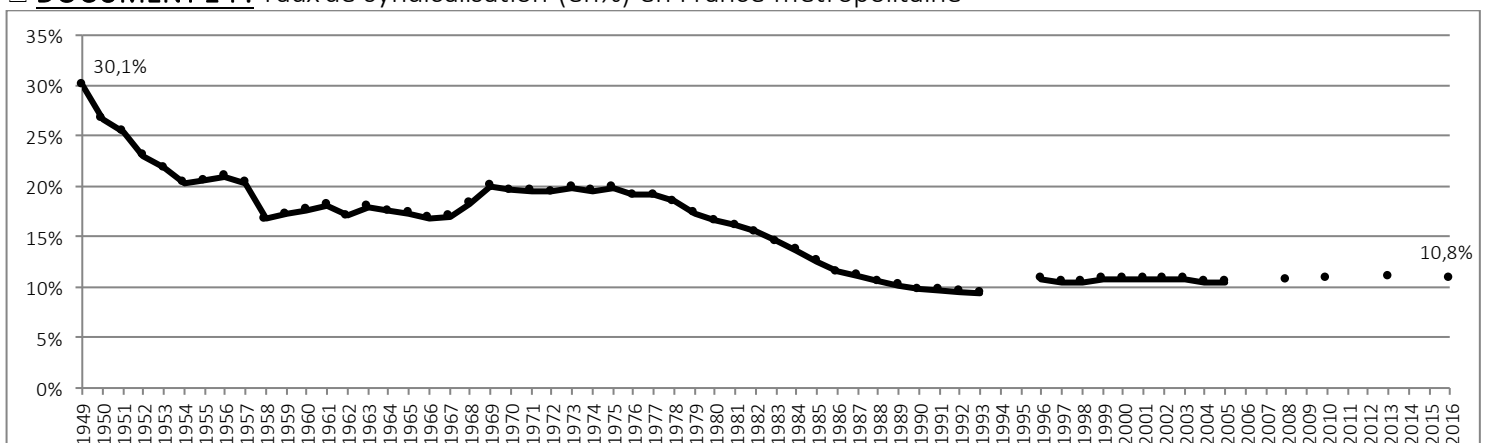
Les circonstances et les conditions de leur création sont proches. Les deux organisations ont été créées par le haut au moment de l'élection présidentielle par un candidat autoproclamé mais qui cherche à appuyer son ambition sur une structure collective (cette création par le haut amène d'ailleurs à nuancer le label de parti-mouvement, *bottom up* – « de bas en haut »...). Marquées par une très forte personnalisation, ces machines électorales ont été créés [...] pour élire un leader [...]. Cette personnalisation exclut tout débat ou controverse sur le leadership qui apparaît naturel. Emmanuel Macron a créé un parti qui porte ses initiales et qui est voué à son soutien avant et après l'élection.

Les deux mouvements consacrent une nouvelle forme de militantisme qui passe par une adhésion formelle minimale sur Internet et correspond au modèle de l'engagement distancié (intermittent, à faible coût, peu inclusif...). [...] L'inscription se fait sur Internet dans l'immédiateté (grâce à quelques clics) et gratuitement. La cotisation qui attestait de l'engagement matériel du militant n'est plus obligatoire (subsiste la possibilité de faire des dons). Cette souplesse permet un « engagement » rapide et d'afficher la façade médiatique d'un parti bénéficiant d'un large soutien populaire dans une logique de monstration démocratique. En mai 2017, La France insoumise revendique ainsi 539 000 adhérents ayant laissé leurs coordonnées sur la plateforme numérique ; en juillet 2017, le mouvement d'Emmanuel Macron déclare quant à lui 373 000 marcheurs (soit bien plus que les partis en place). [...]

Internet joue un rôle essentiel dans l'économie des pratiques et du fonctionnement partisan. La plateforme numérique constitue le principal support d'une communauté partisane dans une large mesure déterritorialisée [...]. La plateforme, substitut fonctionnel à la « bureaucratie » partisane (même si elle est bien pilotée, animée, encadrée...), est censée créer les conditions de l'horizontalité du mouvement en favorisant la communication de ses membres et les initiatives et un engagement à la carte et flexible [...].

Rémi LEFEBVRE, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018.

28. Pourquoi ceux qui veulent créer une organisation susceptible de les porter au pouvoir rechignent-ils désormais à s'appeler « parti » ?
29. Sur quel type de militantisme s'appuient ces partis politiques qui se présentent comme des mouvements ?
30. Pourquoi peut-on dire que dans les faits, ces partis politiques qui se présentent comme des mouvements n'ont pas totalement abandonné la verticalité dans leur fonctionnement ?

DOCUMENT 14 : Taux de syndicalisation (en%) en France métropolitaine

Champ : Salariés de 15 ans ou plus en France métropolitaine

Note : Les discontinuités sur la courbe résultent de changements de méthodes d'enquête ou de périodicité de l'enquête.

Source : DARES

31. Faites une phrase exprimant la signification du taux de syndicalisation en France pour l'année 1949 et pour l'année 2016.
32. Par combien le taux de syndicalisation français a-t-il été divisé ? Faites une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.

DOCUMENT 15 : Un déclin de la grève en France ?

La grève a non pas un destin – inaugurer le Grand Soir, ou dépérir à petit feu – mais une histoire. [...] C'est ce que nous apprennent Sophie BEROUD, sociologue, et Stéphane SIROT, historien : la grève n'ayant pas de destin, elle a un avenir.

Peut-on dater l'invention de la grève telle que nous la connaissons ?

Stéphane SIROT. Le phénomène est sans doute aussi ancien que le travail rémunéré. Pourtant, jusqu'au XIX^e siècle, il n'y a pas de mot pour désigner la grève. On a longtemps parlé de « coalition » notion vague mais commode, puisqu'elle permet au pouvoir de faire de la grève un délit ou de « cabale », terme issu du vocabulaire des compagnons. En fait, c'est dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que le mot « grève » s'impose. Il renvoie à la place de Grève, à Paris, où se rassemblaient les ouvriers sans emploi pour essayer de vendre leur force de travail. Au-delà de sa charge symbolique – la place de Grève était aussi le lieu des exécutions capitales et le point de convergence des émeutes révolutionnaires – cette référence a une signification historique assez profonde : les travailleurs en grève sont, littéralement, des travailleurs rassemblés. Entendue comme une cessation collective du travail, la grève ne peut en effet se généraliser qu'à partir du moment où le travail, jusqu'alors atomisé et peu distinct de l'univers domestique, se collectivise et trouve ses lieux propres – quand on passe, en gros, du monde de l'atelier familial à celui de la manufacture industrielle. [...]

Peut-on parler d'un déclin de la grève ? [...]

Stéphane SIROT. La thèse du déclin de la grève est nourrie par les statistiques mais aussi par ceux qui sont chargés de les analyser : si le nombre de journées perdues pour fait de grève diminue, cela ne signifie pas pour autant que le nombre de grèves recule dans la même proportion, ni que la place de la grève dans le monde du travail a forcément diminué ; cela signifie simplement qu'elle a changé de forme.

De quelle manière ?

Stéphane SIROT. La grève s'adapte sans cesse aux conditions sociales de son époque. Elle ne peut plus avoir aujourd'hui la forme qu'elle avait quand le salariat était en train d'acquiescer ses droits fondamentaux et que la grève permettait de formuler des revendications générales. Après la seconde guerre mondiale, la grève se construit comme un mode de régulation conflictuel des rapports sociaux, institué jusqu'au rituel, dans le cadre de ce qu'on appelle le « compromis fordiste » : pouvoir d'achat contre productivité. L'atomisation du salariat, la dégradation de ce que Robert CASTEL a appelé la « condition salariale », ont eu pour conséquence de modifier les formes de la grève : les vagues de grève cèdent le pas aux débrayages, la montée en généralité est moindre, les revendications se circonscrivent à un atelier ou une entreprise. La grève ne disparaît pas, elle se limite dans le temps et dans l'espace.

Entretien réalisé par Stany GRELET, Carine EFF, Victoire PATOUILLARD, « Du destin à l'histoire : transformations de la grève en France », *Association Vacarme*, 2004.

33. A partir de quand la grève va-t-elle devenir une forme d'action collective centrale et grâce à quel mouvement ?
34. Pourquoi peut-on parler de déclin de la grève ?
35. Pourquoi faut-il nuancer le constat effectué à la question précédente ?

SYNTHÈSE N° 3 – Les évolutions des objets, des acteurs et des répertoires de l'action collective

✍ **Complétez le texte ci-dessous avec les expressions ou termes suivants :** *médiatisation; dépréciation du militantisme; répertoires de l'action collective (x2) ; post matérialistes (x3) ; conflits du travail ; l'expertise ; clivages idéologiques; coordinations; militantisme ; grève ; matérialistes (x2) ; d'engagement à la carte ; luttes minoritaires ; indissociables; conflits du travail.*

A partir du XIX^e siècle, les actions collectives deviennent fortement liées au mouvement ouvrier donc centrées sur le monde du travail et porteuses de revendications « ». Mais à partir du milieu des années 1960, les portés par le mouvement ouvrier perdent de leur centralité et les enjeux des actions collectives se diversifient. Sous l'effet de l'élévation du niveau de vie et du niveau d'instruction, les actions collectives seraient ainsi de plus en plus porteuses aspirations « ».

Et cet univers de valeurs « » a ainsi fait émerger des c'est-à-dire des actions portées par des groupes de personnes qui sont à un moment donné dans une position d'infériorité dans la société et donc susceptibles de subir des discriminations.

Toutefois cette distinction entre valeurs « » et « » ne doit pas être surestimée car très souvent elles sont dans les actions collectives.

Si les objets de l'action collective se sont diversifiés et transformés, c'est aussi le cas des acteurs de l'action collective.

En effet, la capacité des partis politiques à mobiliser les membres de la société est aujourd'hui très affaiblie sous l'effet notamment d'une atténuation des, d'une professionnalisation de leurs membres et d'une C'est pourquoi, les nouveaux partis refusent cette étiquette et préfèrent se présenter comme des mouvements mettant un mode de fonctionnement plus démocratique et en valorisant un plus flexible et occasionnel c'est-à-dire une forme.....

De leur côté, les syndicats, connaissent depuis la fin des années 1970 un lent déclin sous l'effet d'une professionnalisation croissante de leurs représentants, d'une fragmentation du salariat mais aussi de la concurrence des

Enfin, les , c'est-à-dire les moyens d'action utilisés dans le cadre des mobilisations ont également évolué.

Alors qu'elle était devenue, avec la manifestation, la forme routinière de l'action collective du mouvement ouvrier, la est devenue moins visible et plus sporadique. A ses côtés, de nouveaux types d'actions se sont développés dans les comme le refus d'heures supplémentaires ou encore la signature de pétitions.

Qui plus est, la diversification des objets de l'action collective a été propice au développement de qui recherchent la pour obtenir une plus grande visibilité. Pour ce faire, les actions collectives peuvent avoir recours au registre du scandale, au registre de l'illégalité ou encore au registre festif.

L'utilisation de mais aussi l'internationalisation des actions se sont aussi développées. Toutefois, ces répertoires de l'action collective ne sont pas entièrement nouveaux.



LEXIQUE DU CHAPITRE

- **Engagement politique** : Fait pour un individu de s'investir dans une organisation (parti, association, syndicat), un mouvement d'idées ou un ensemble d'activités présentant un caractère politique.
- **Vote** : Procédure formelle destinée à dégager un choix collectif par le décompte de choix individuels.
- **Militantisme** : Engagement actif et bénévole dans un parti politique, un syndicat, une association ou dans une série d'actions collectives visant la défense d'une cause.
- **Engagement associatif** : Engagement volontaire au sein d'une organisation ayant pour objet la défense d'une cause ou des intérêts d'un groupe. L'engagement associatif n'est pas nécessairement un engagement politique.
- **Action collective** : Action concertée par laquelle des individus se mobilisent dans l'objectif d'atteindre des buts communs par divers moyens.
- **Consommation engagée** : Pratique qui consiste à utiliser les actes d'achats comme moyen de défendre une cause.
- **Paradoxe de l'action collective** : Situation dans laquelle des individus ayant un intérêt commun à agir ne le font pas car ils sont rationnellement conduits à privilégier la stratégie du « passager clandestin ».
- **Incitations sélectives** : Avantages matériels incitant les individus à participer à une action collective.
- **Rétributions symboliques** : Avantages non matériels qui proviennent de la participation à une action collective.
- **Structure des opportunités politiques** : Ensemble des éléments du contexte politique exerçant une influence positive ou négative sur l'engagement dans une action collective.
- **Conflit du travail** : Opposition entre salariés et employeurs qui porte sur des enjeux professionnels.
- **Luttes minoritaires** : Actions collectives portées par des groupes de personnes qui sont à un moment donné dans une position d'infériorité dans la société et donc susceptibles de subir des discriminations.
- **Parti politique** : Organisation durable, présente au niveau national comme à l'échelon local, dont le but est l'obtention d'un soutien populaire afin d'exercer le pouvoir.
- **Syndicat** : Association professionnelle dont le but est de défendre et de promouvoir les intérêts de ses membres.
- **Groupement informel** : Groupe de personnes moins structuré qu'une association.
- **Répertoires de l'action collective** : Ensemble des moyens d'action connus et utilisables à un moment donné par les individus dans le cadre de leurs mobilisations.

 **EXEMPLES DE SUJETS POSSIBLES****① Epreuve composée****Mobilisation de connaissances :**

- En quoi la consommation engagée peut-elle être comprise comme une forme d'engagement politique ?
- A l'aide d'exemples, montrez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.
- Présentez le paradoxe de l'action collective et illustrez par des exemples.
- A l'aide d'exemples, montrez que les enjeux de l'action collective se diversifient dans les sociétés démocratiques.
- A l'aide d'exemples, montrez que les acteurs de l'action collective se diversifient dans les sociétés démocratiques.
- A l'aide d'exemples, montrez que les répertoires de l'action collective se diversifient dans les sociétés démocratiques.

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire :

- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que vous montrerez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique ne se limite pas à la pratique du vote.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous expliquerez pourquoi les individus s'engagent en politique.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent politiquement.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les objets de l'action collective se sont transformés.
- A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous présenterez la diversité et les transformations de l'action collective.

② Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

- Comment peut-on expliquer l'engagement politique ?
- Peut-on expliquer l'engagement politique seulement par des variables sociodémographiques ?
- Quelles sont les principales transformations de l'action collective ?
- Comment l'action collective s'est-elle transformée dans les sociétés démocratiques ?